

Donner un pouvoir aux communes



©
D. R.

Après vingt-six années de libéralisme économique, la rente pétro-gazière continue à financer les budgets des collectivités locales d'où le gouvernement prélève chaque année près de 75% de sa fiscalité pétrolière sans remettre en question ce choix budgétaire depuis, afin de promouvoir une politique fiscale dont son assise une économie locale, afin de prendre la bonne voie du redressement économique de l'après-pétrole.

Dans cette nouvelle donne, l'Algérie est en train de faire face à deux éléments induits notamment par le système rentier : la crise budgétaire et les réformes. Cela, doit nécessairement nous interpeller à cette occasion sur la question de la gestion locale consistant à apporter des éclairages et réveiller les consciences absolument vitales pour l'avenir de notre développement durable et ce, dans le cadre d'une réelle démocratie plurielle. C'est là où se manifestent effectivement les bases d'une bonne gouvernance socio-économique du pays pour que notre pays retrouve sa vitalité et évolue vers une économie diversifiée régionale et un équilibre régional pour la bonne gestion territoriale du pays.

C'est là, le grand drame de notre pays quand on sait d'un côté, que ce système reste à construire, et de l'autre que l'Algérie est dépendante à 98% de la rente pétro-gazière est aujourd'hui fragilisée financièrement et économiquement à cause de l'effondrement des prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux appelés à s'accroître dans les mois ou les années à venir notamment avec le retour de l'Iran, voire l'Irak sur les marchés mondiaux. Il ne fait pas de doute que la crise énergétique en cours est un sacré choc pour ceux qui croyaient à la rente éternelle.

En effet, parler de la gestion locale à l'ère de l'exercice de la démocratie et du pluralisme politique en Algérie,

c'est soulever en premier lieu la place et le rôle de la commune comme étant le symbole de la souveraineté nationale dans l'ordre politique, économique et social. À ce titre, la commune reste, bien évidemment, le cœur de la problématique de la politique économique de l'État en tant qu'acteur direct de l'Algérie profonde et qui, aujourd'hui, constitue un rouage stratégique de la gestion locale dans la vie économique et sociale parce qu'elle se trouve en première ligne face à la population dans le processus de l'équilibre socio-économique et la bonne représentation de la volonté du peuple. Elle est donc certainement, l'une des tâches prioritaires décisives à l'heure où on vit dans une culture selon laquelle l'État, c'est l'économie doit régler les problèmes socio-économiques avec l'argent de la rente pétro-gazière.

Oui en effet, l'administration et l'Assemblée populaire communale ne tiennent pas le même langage, ne sont pas imprégnés dans la même culture de gestion, car l'administration fonctionne sur des considérations de formalisme administratif notamment où la gestion des communes reposent encore en grande partie sur l'administration locale qui étouffe l'action et l'initiative des APC. Alors, que les regards sont braqués sur le P/APC que ce soit ceux des citoyens parce qu'il est l'interlocuteur pour régler leurs problèmes, ou ceux de l'administration parce qu'il est le garant des politiques publiques dans sa commune. Cela impose des réformes axées sur les besoins d'un développement local pluraliste dont la société civile, les notables et l'élite locale sont les piliers stratégiques pour développer les politiques publiques et un moyen politique dans le processus de la lutte contre la corruption et l'instauration de l'équilibre des pouvoirs locaux visant à assurer le pluralisme politique et la garantie des droits et libertés d'initiatives locales. En effet, combien d'élus locaux issus de toutes tendances politiques sont passés aux commandes des APC/APW sans que cela ait apporté un quelconque projet de développement socio-économique comme une alternative vecteur de valeurs ajoutées complémentaires aux plans de relance initiés par l'État si ce n'est grâce aux recettes des hydrocarbures. Faut-il alors rappeler que nos communes recèlent d'énormes potentialités et de ressources naturelles mais, qui restent inexploitées en l'absence d'offres et d'activités industrielles et commerciales au moment où près de 40% de la masse monétaire à croire que le marché informel qui prospère grâce à la "chkara-connexion" circule en dehors des circuits des recettes fiscales complémentaires pour nos communes que pour nos banques. Il est souhaitable de mobiliser toute l'intelligence pour une meilleure gouvernance locale avec la nécessaire participation de l'élite locale comme source de savoir, d'expertise, de connaissances ou de résolutions de problèmes.

En effet, la force d'un pays ne réside pas aujourd'hui dans l'importance des moyens financiers, mais bien plus dans la valeur des hommes et leurs méthodes dont ils gèrent et contrôlent les ressources. Il est évident qu'on se rend compte que nos APC sont restées comme une administration manquante de management, de stratégies et de capacités d'anticipations.

À vrai dire, il n'y a pas l'enjeu d'une vision d'économie politique qui puisse stimuler et faire émerger une économie locale pour valoriser les ressources communales et répondre aux nouvelles exigences de la société. Notamment, nos élus, composés de toutes tendances politiques, se contentent d'une approche politico-administrative caractérisée par une idéologie socialiste et partisane choix du passé toujours présent et ignorent tout de l'économie marquée par l'attitude de la mentalité beylicale (étatique). Nos communes se meuvent et plongent davantage dans les problèmes quotidiens. Ce qui a généré incontestablement les subventions, les transferts sociaux qui représentent aujourd'hui 60 milliards de dollars soit 30% du PIB, et enfin les protestations et les fléaux sociaux comme nous le verrons dans les lignes qui suivent.

Pour l'avenir de notre pays, à l'heure des grandes mutations que connaît le monde dans l'évolution du progrès des sociétés, il est d'urgence de mettre en avant le rôle accru de l'APC dans la gestion et le développement économique territorial, c'est-à-dire, la commune à placer au cœur de la région pour une meilleure gestion territoriale qui revêt une importance stratégique pour le développement et l'équilibre des régions. Cela dit, la nouvelle donne de la commune exige un ensemble de conditions et de critères, qui consistent surtout à permettre d'optimiser et de valoriser l'espace territorial pour préparer l'ère de l'après-pétrole et, par conséquent, pour qu'elle puisse assurer sa pérennité et la bonne gestion territoriale. Dans cette nouvelle approche de gouvernance publique, on ne peut gouverner une commune si on n'est pas dans un environnement de culture qui plaide justement, le renforcement de l'édifice républicain, la démocratie et le développement d'économies régionales diversifiées face aux nouvelles mutations structurelles de la société algérienne et aux évolutions du progrès des sociétés dans le monde.

Cette question d'une importance majeure, car la commune devient aujourd'hui un enjeu national qui doit être au cœur de la politique économique nationale pour fonder une économie régionale harmonieuse et prospère qu'il faut ériger en modèle de gouvernance du pays en vue de rendre cohérent et intégré l'équilibre régional aux plans économique et social qui est de mise dans la transition vers une économie de marché. Tout cela exige au préalable des compétences et de l'intégrité parce que leurs listes ne sont pas encore représentatives. En effet, la réussite d'un tel processus dépend d'un principe de gestion en vue d'imposer une grande responsabilisation aux APC où notamment, un président d'APC doit être d'abord une personnalité et un homme de foi, de civilité et de grande sagesse respectueux de la population, de l'échelle des valeurs des gens et doit rendre hommage à ceux qui ont beaucoup donné à la commune et au pays.

Aussi, il s'agira de restructurer et corriger un découpage administratif qui ne reposait pas, à notre humble avis, sur des critères de viabilité économique et d'environnement juridico-administratif, causes des déséquilibres et des tensions socio-économiques actuelles. Donc un effort doit être entrepris dans le cadre du nouveau découpage administratif dans le Sud qui sera suivi d'un autre dans les mêmes formes dans les Hauts-Plateaux en 2016 et enfin d'un dernier dans le nord du pays en 2017. Dans cette optique, nous attendons de la mise en place de nouvelles règles et mécanismes d'une politique locale et régionale laissant développer les initiatives et accroître les compétences locales avec plus d'État de droit et de démocratie participative évinçant les gestions autoritaires et bureaucratiques entravantes. Attribuer ainsi une nouvelle dimension à l'intérêt des Assemblées populaires communales (APC), élues majoritairement à la tête de la commune, elles appliquent un programme socio-économique pour servir une cause d'intérêt général des citoyens leur permettant de déployer en toute autonomie une gestion-responsable des indicateurs économiques, financiers, sociaux et culturels.

Tenant compte de ces indicateurs nous aurons toutes les chances d'impulser la vie économique et sociale au niveau de chaque commune pour un nouveau modèle de croissance et de développement d'une économie de l'après-pétrole. C'est dans ces domaines stratégiques qu'elles sont appelées à établir et développer des rapports bien établis avec l'administration, missions dont sont investis les walis, la société civile et les élites locales qui, jusqu'ici, ont peu évolué, car nous nous rendons compte que l'économie locale est quasi inexistante dans le processus des plans de développement local initiés par l'État où un manque à gagner important en matière de création d'entreprises locales, de richesses, d'emplois, de revenus fiscaux, de valorisation des ressources, d'efficacité et de rationalité de la dépense publique, de rentabilité du patrimoine public, etc., et enfin, d'une culture politique dépassée dans la mesure où la gestion d'une commune se fait par l'esprit beylical au moment où le pays est traversé par une crise sévère de la chute brutale des prix du baril de pétrole.

On ne peut qu'être inquiet pour l'avenir de notre pays, car nous devons être conscients des conséquences fâcheuses de l'après-pétrole où l'actualité internationale braque ses feux actuellement sur une tendance des prix du pétrole à la baisse telle qu'il serait difficile de préserver au-dessus de 60 dollars le baril. Cela va sans dire que l'Algérie plonge aujourd'hui dans une phase de turbulences où les rapports structurels et la société seront perturbés qui impose une plus grande conscience de responsabilisation aux élus locaux dont ils sont élus pour qu'ils puissent s'adapter aux objectifs d'un meilleur développement économique local, ayant pour base économie et société. "Quand la commune va, tout va." En effet, d'un côté, les Assemblées populaires communales (APC), ne sont pas encore adaptées aux évolutions de la société algérienne et aux changements dans le contexte des mutations socio-économiques extrêmement rapides et mondialisées. Elles continuent à fonctionner au rythme d'une administration fortement bureaucratifiée, encombrante et limitée beaucoup plus à une mission d'état civil et d'hygiène.

De l'autre, elles sont confrontées à un important déficit en capacités managériales et d'anticipation, difficilement à assumer face aux nouvelles mutations socio-économiques du pays. Ce qui a occasionné une crise de confiance et morale avec les populations et causant émeutes et manifestations en tous genres au moment où nos communes sont aujourd'hui dans l'obligation de s'ouvrir au contrôle populaire et répondre aux exigences de plus en plus fortes en satisfactions des besoins sociaux et de développement humain où des écarts importants dans la bonne gouvernance de leurs ressources locales dont une productivité agricole parmi les plus faibles au monde qui échappe presque totalement aux APC.

Ce qui interpelle sur l'urgence du fonctionnement et de la gestion des communes pour concrétiser les aspirations des citoyens et des politiques publiques sur le terrain tendant à lutter contre le chômage, la

pauvreté, le gaspillage et l'exclusion sociale, cela d'une part, et, d'autre part, c'est bien la lutte contre l'esprit d'irresponsabilité et la dilution des responsabilités qui font désordre entre celles qui relèvent des fonctions fonctionnelles et celles qui relèvent des fonctions de l'opérationnel (le pouvoir parallèle).

A. M.-H.

(*) Auteur et financier